

dont il ne se soucie pas le moins du monde. Tant que le gouvernement ne tiendra pas compte des gens qui vivent en société dans les logements communautaires, des groupes de gens qui collaborent dans le domaine de la commercialisation, des gens qui veulent s'associer pour bâtir leurs propres cliniques médicales et tant qu'il ne sera pas prêt à donner son appui à ces groupes de collaborateurs au niveau local, parler de démocratie participante ne sera rien d'autre que du vent.

Voilà ce que le gouvernement devrait faire au lieu de siéger ici à Ottawa, et, fort de l'appui de la Fonction publique et des économistes, de dire à qui veut l'entendre que se serrer la ceinture est bon pour la ligne et que cela ne fait guère de tort quand on n'y pense pas trop. Ce sont les gens d'Ottawa qui ne se serrent pas la ceinture. Il nous faut des investissements pour satisfaire les besoins des gens. C'est la seule manière pour nous, d'édifier la démocratie telle que l'entendait Abraham Lincoln, c'est-à-dire un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Nous appuierons l'amendement de l'opposition officielle et celui du Nouveau parti démocratique. Nous voterons contre ce budget qui est loin de répondre aux besoins de la majorité des Canadiens.

[Français]

M. Fernand-E. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, devant la persistance des poussées inflationnistes au pays, il est devenu nécessaire, pour le gouvernement canadien, de présenter un budget «biannuel» au lieu d'un budget annuel, et ce fait est accepté par les économistes, les hommes d'affaires et les financiers du pays, qui trouvent nécessaire et opportun de réviser l'évolution économique du Canada avec plus de rapidité et de célérité qu'auparavant et d'apporter, au fur et à mesure que les besoins se font sentir, les correctifs appropriés.

L'annonce d'un budget, cela va sans dire, crée toujours un remous parmi la population, qui est anxieuse de connaître les mesures qu'entend prendre le gouvernement et aussi la situation économique exacte. Il existe, à ce moment, un suspense qui se termine évidemment le soir de l'exposé budgétaire et, à partir de ce moment, chacun y va de ses commentaires sur les positions annoncées par l'honorable ministre des Finances (M. Benson). Les critiques financiers des partis de l'opposition, les économistes, les hommes d'affaires, les financiers et tous les contribuables font connaître leur réaction.

Le budget déposé le 3 juin est un budget réaliste et heureux, puisqu'il n'annonce aucune augmentation d'impôt et que, en plus,

il s'agit d'un budget équilibré. Bien que certaines personnes pourraient envisager et, en fait, prôner des solutions différentes, il m'est difficile de ne pas approuver l'honorable ministre des Finances et de ne pas le féliciter du travail magnifique qu'il accomplit depuis qu'il est responsable des finances du pays.

Le fléau de l'inflation n'est pas une caractéristique du pays, puisque ce phénomène existe dans tous les pays du monde qui jouissent d'une progression économique intensive.

L'inflation est un problème majeur qu'il faut attaquer de front pour le juguler. Récemment, j'avais l'honneur, avec plusieurs honorables députés, de faire partie du groupe canadien de la 12^e réunion interparlementaire États-Unis-Canada et ce problème a fait l'objet de discussions, lors des réunions du comité du commerce et des finances.

J'ai pu constater que les États-Unis, eux aussi, emploient, à l'heure actuelle, les méthodes conventionnelles pour combattre ce problème, c'est-à-dire les mesures fiscales et monétaires nécessaires dans les circonstances, et n'ont pas encore réussi à trouver des solutions miracles. Tout comme nous, ils sont hésitants à instituer des mesures coercitives, préconisées par plusieurs. A ce sujet, je lisais récemment, dans le *Hamilton Spectator*, un commentaire élogieux envers le gouvernement fédéral relativement à sa politique anti-inflationnaire, et je cite:

L'inflation est davantage qu'un simple problème. C'est une angoisse constante et destructrice qui effrite le pouvoir d'achat du dollar, affecte les prix des exportations canadiennes, crée avec une nouvelle armée de pauvres honteux parmi ceux qui ne disposent que d'un revenu fixe des désaccords sociaux de toutes sortes.

Nombreux sont ceux qui pensent que ces méfaits de l'inflation sont suffisants pour justifier des mesures draconiennes de la part du gouvernement. Il est possible que des mesures plus rigoureuses soient envisagées dans l'avenir, lorsque les tentatives faites pour éduquer le public et encourager les restrictions librement consenties auront échoué; mais au stade actuel du développement de l'économie canadienne, le gouvernement se montre avisé en préférant à un système rigide de freinage des salaires et des prix, une solution impliquant des travaux de recherches et un effort éducatif. Le gouvernement et ses conseillers ont encore beaucoup à apprendre sur les forces complexes de l'économie, génératrices d'inflation. Et ceci s'applique aussi bien au monde des affaires et au monde ouvrier. Les travaux de recherches de cas particuliers devraient nous donner une mine de connaissances nouvelles.

C'est dans cet état d'esprit, d'ailleurs, que l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) a créé la Commission des prix et revenus. Nos collègues américains étaient surpris d'apprendre qu'il existe au pays une telle Commission, puisque eux-mêmes n'ont pas poussé jusqu'à ce point leur tentative de contrôle de l'inflation. Il est évident qu'un manque de contrôle aux États-